

Marchés publics de prestations intellectuelles

Agence Française de développement
5 Rue Roland-Barthes
75012 PARIS

OBJET

Mobilisation d'un.e consultant.e en appui à la passation et suivi des marchés MOAD auprès des Responsables d'Equipe Projet en charge du suivi des projets PME en Guinée, au Madagascar, au Togo et au Bénin

Ref. EDU-2025- 0489

Termes de référence

1. Présentation de l'AFD

L'Agence Française de Développement (AFD) est un établissement public au cœur du dispositif français de coopération. Etablissement public à caractère économique et commercial, elle est une société de financement à but non lucratif. L'AFD finance et met en œuvre la politique de l'Etat français en matière de coopération bilatérale et supervise également des fonds délégués par des partenaires financiers, dans de nombreux pays et dans des secteurs divers. Elle intervient dans 115 pays, grâce à un réseau de 85 agences, en appui à plus de 4 000 projets dans de nombreux secteurs : énergie, eau, transport, éducation-formation professionnelle, santé, développement urbain, agriculture, biodiversité, numérique, etc. Son action s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre internationale des objectifs de développement durable (ODD).

Depuis plus de soixante-dix ans, l'Agence se mobilise pour **lutter contre la pauvreté et favoriser le développement** humain et socio-économique dans les pays en voie de développement. Elle soutient également le dynamisme économique et social des **Outre-mer**. Au moyen de **subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement**, elle finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires dans le **renforcement de leurs capacités**. L'AFD finance et accompagne des projets et programmes de développement qui soutiennent une croissance économique plus durable et équitable, améliorent les conditions de vie des plus pauvres et les populations plus vulnérables, contribuent à la préservation de la planète et aident à stabiliser les pays fragiles ou en sortie de crise. Ses équipes, basées à Paris, Marseille, sa Direction Régionale Océan Indien basée à La Réunion et dans son réseau de **soixante-douze agences** et représentations dans les pays en développement et dans les **Outre-mer français**, lui permettent d'offrir à ses partenaires des financements, des instruments d'analyse et de couverture du risque et une ingénierie de formation et de renforcement des capacités. Ses filiales Proparco et Expertise France soutiennent respectivement les investissements privés et la mobilisation de l'expertise internationale. L'AFD dispose d'un large réseau de partenariats privilégiés dont l'UNESCO (IIPE), la CONFEMEN (PASEC), l'AUF, l'OIF. Depuis 2017, elle finance des pôles d'expertise et des initiatives régionales notamment l'IIPE/UNESCO, APPRENDRE, PASEC, IFADEM, ELAN, Ressources Educatives. L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, est accessible sur le lien suivant : www.afd.fr

2. Présentation du Service prescripteur

La Division de l'Education, de la Formation et de l'Emploi (EDU) de l'AFD, au sein de la Direction exécutive Solutions de Développement Durable, se positionne sur l'ensemble du continuum éducatif : éducation primaire et secondaire, enseignement supérieur, formation professionnelle, insertion sur le marché du travail par l'emploi et l'entrepreneuriat. L'acquisition de savoirs et de compétences tout au long de la vie (ODD 4) et l'accès à l'emploi (ODD 8) sont les piliers d'un développement économique et social plus juste et plus durable. Les financements de la Division EDU visent notamment à : 1) Promouvoir des parcours d'éducation et de formation de qualité et l'accès à un emploi décent ; 2) Contribuer par les compétences et l'emploi à l'émergence de modèles économiques plus durables et justes ; 3) Renforcer la résilience des populations et des systèmes éducatifs face aux fragilités et aux crises.

3. Contexte d'intervention

3.1 Le secteur de l'éducation et son financement

1. Guinée

Malgré d'importants progrès, le système guinéen fait face à des sérieux défis en termes de scolarisation primaire universelle, de qualité des apprentissages et d'insertion socioprofessionnelle. Pour y répondre, le pays a élaboré en 2019 son Programme Décennal de l'Education (ProDEG 2020-2029) qui ambitionne à répondre à l'ensemble des besoins éducatifs de la population et constitue la stratégie unique des politiques éducatives. Validé par le Comité Interministériel, de Pilotage et de Coordination (CIPC) le 9 octobre 2019 et par les partenaires le 25 du même mois, il est porté par les trois Ministères sectoriels :

- Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation (MEPUA),
- Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (METFPE), et
- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI).

Le ProDEG est structuré en six programmes prioritaires permettant de répondre à des enjeux liés à : i) l'accès équitable à l'enseignement général, ii) la qualité et la pertinence des enseignements, iii) l'alphabétisation et l'éducation des adultes, iv) l'expansion et la réforme de l'ETFP, v) la réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et vi) la gouvernance et le pilotage du système. Chaque programme prioritaire détail sur le court, moyen et long terme ses priorités. On note qu'une évaluation à mi-parcours du ProDEG est prévue en 2024 (mais pas confirmée au moment de l'élaboration de ce TDR).

Il constitue la stratégie unique du gouvernement qui affiche une volonté claire d'offrir aux enfants et jeunes guinéens une éducation et une formation inclusive, équitable et de qualité. Il va sans dire que le ProDEG reste aligné sur l'Agenda 2030, en particulier à l'ODD4, « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Au niveau national, le ProDEG s'aligne sur le Programme national de Développement économique et social (PNDES) et est conforté par le Programme de Référence intérimaire (PRI) adopté par les autorités du Conseil National de Transition (CNT). Ce dernier programme affiche la volonté politique des autorités militaires de mettre en place des réformes solides et durables pouvant fortement contribuer à la résilience du système d'éducation et de formation au niveaux central et déconcentré.

Le montant estimé à la mise en œuvre du ProDEG est de 57 265 milliards de GNF (soit environ 5,9 milliards USD) avec trois sources : (i) l'Etat guinéen (Budget national de développement - BND), (ii) les acteurs privés et (iii) les ressources extrabudgétaires via les financements des PTF à travers les projets et programmes.

Le Fonds Commun Sectoriel Education en Guinée

La Guinée connaît une situation d'éclatement de l'aide externe : en 2021, ces contributions externes étaient exécutées à travers 22 projets portés par 18 bailleurs et donateurs. Cela illustre l'important éclatement de l'aide externe à trois niveaux :

- Temporel : des durées de programme très différentes en fonction des bailleurs et des projets financés ;
- Territorial : de nombreux programmes financés se concentrent sur des zones spécifiques du territoire guinéen, et ;
- Au niveau des activités : les programmes ne sont pas uniformes sur la typologie de projets financés.

Cette multitude de partenaires et multiplication des modalités génèrent un coût de gestion et de coordination additionnel aux ministères. Pour y remédier, une étude de l'efficacité et des modalités de l'aide a été menée en 2018. Celle-ci a identifié plusieurs scénarii, parmi lesquels les autorités ont opté pour la création d'un Fonds Commun de l'Education prenant forme d'un budget d'affectation spéciale par ministère (FCE/BAS). Par rapport à un appui budgétaire classique, cette modalité offre des garanties additionnelles pour faire face aux déficits de la gestion des finances publiques. Un manuel de procédures permet de préciser et/ou de clarifier certaines procédures d'opération et d'exécution, nationales, ou d'opérer des dérogations marginales

pour limiter le risque de contreperformance opérationnelle et fiduciaire. Les financements du FCE bénéficieront à tous les sous-secteurs, l'éducation, l'enseignement technique, la formation professionnelle et l'emploi et l'enseignement supérieur et l'enseignement fondamental et secondaire (objet du financement du PME).

Avec du recul, les partenaires observent la taille des défis pris : conception et expérimentation d'un appui budgétaire aligné, un outil de financement neuf et innovant dans le secteur ; l'introduction de ce nouvel outil en parallèle de l'instruction de nouveaux financements du PME. Malgré la pression et la complexité de création de ce Fonds, les efforts soutenus ont permis de lancer le FCE dès 2020. Cette 1^{re} phase (2020-2025) est abondée par trois bailleurs : le Partenariat Mondial pour l'Education (PME), l'AFD et de l'UNICEF (1 M \$). Le montant total octroyé par l'AFD (2019) est de 27,5 millions d'euros, permettant i) d'abonder le BAS/FCE (20 millions d'euros sur ressource C2D et subvention) et ii) de mettre en place un dispositif d'assistance technique (7,5 millions d'euros en subvention) recruté en maîtrise d'ouvrage directe AFD par le biais d'Expertise France en tant que prestataire de service pour accompagner le démarrage et le fonctionnement du FCE et de réaliser les audits du FCE. Le 27 mai 2020, le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) a approuvé la requête de la Guinée d'un montant de 34,04 millions d'euros permettant d'accompagner la mise en œuvre du ProDEG, à travers le Fonds commun. Ce montant inclut une part fixe de 23,82 millions d'euros et une part variable de 10,21 millions d'euros, décaissée sous réserve de l'atteinte des cibles identifiées dans les domaines de l'équité, des apprentissages et de l'efficience.

Les deux premières années de fonctionnement ont donné lieu à différentes préoccupations, frustrations et débats contradictoires sur les difficultés. Ces processus ont permis un apprentissage partagé, entre les bailleurs et la partie nationale. Néanmoins, des blocages et des défis persistent et en 2023, l'exécution, bien qu'en trajectoire ascendante, n'atteint pas sa vitesse de croisière, la coordination sectorielle n'est pas effective à tous les niveaux et le pilotage par les trois ministères reste encore faible.

2. Madagascar

A Madagascar, le Plan Sectoriel Education 2018-2022 (PSE) a été mis en œuvre partiellement mais a été entravé par de nombreuses contestations. Il n'a pas pu aboutir à des changements structurels significatifs car le système éducatif reste caractérisé par une pauvreté de l'apprentissage (8,4 années de scolarité réduite à 4,7 années lorsqu'ajustée à la qualité de l'apprentissage), un faible taux d'achèvement du primaire malgré un accès en nette amélioration et une faible transition vers les cycles secondaires et supérieurs. Dans l'enseignement général, ces défaillances découlent notamment d'un défaut de qualité des prestations des services éducatifs (gestion et qualification des enseignants, intrants et infrastructures éducatives), de nombreuses barrières à l'accès et au maintien à l'éducation (financières, géographiques, culturelles), d'un manque de financement public et des déficiences dans la gestion du système (déconcentration, décentralisation). La formation professionnelle reste insuffisante en termes de couverture (couverture géographique, couverture des besoins de qualification requise par le territoire, ...) et sous dotée pour répondre aux défis de l'employabilité des jeunes (notamment ceux en dehors du système scolaire). L'enseignement supérieur reste très limité en termes d'accès (discontinuité avec le secondaire, faible capacité d'accueil), inéquitable pour les plus pauvres (éloignement géographique, barrières financières), peu efficace (fort taux de déperdition dans les premières années universitaires, gouvernance financière à améliorer) et doit également relever le défi de l'employabilité des sortants. Ces contraintes, exacerbées par la crise sanitaire de COVID-19, les chocs climatiques auxquels le pays est continuellement exposé et la crise mondiale liée à la guerre en Ukraine, contribuent à accentuer les inégalités éducatives en défaveur des enfants et des jeunes les plus vulnérables et aux zones les plus reculées.

Toutefois, Madagascar est résolu à concrétiser certaines réformes déjà portées par le précédent PSE. Une nouvelle Loi d'orientation du système éducatif malgache (LOSEM) a été promulguée en janvier 2023. Conformément à ses engagements internationaux (ODD 4) et régionaux (Agenda 2063 de l'UA), le pays réaffirme les principes de gratuité de l'enseignement primaire, d'égalité des chances et d'inclusivité du système éducatif ; elle instaure un enseignement public obligatoire progressif de 10 ans (dont une année de préscolaire) et réforme la structure de l'enseignement général en quatre cycles de trois ans. Elle assigne une mission importante à l'enseignement technique, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur afin d'accroître l'employabilité des jeunes face aux défis du développement économique du pays. Enfin, elle donne une priorité à la professionnalisation des enseignants. Le pays prépare actuellement un plan de mise en œuvre de cette nouvelle loi, dont certaines aspirations sont portées par le Plan Emergence Madagascar (PEM). Ce plan constitue la feuille de route du gouvernement à l'horizon 2028, dont les besoins de

financement supplémentaires sont évalués à plus de 665 millions USD. Pour répondre aux défis éducatifs, le pays doit ainsi pouvoir mobiliser les moyens de sa politique auprès de ses partenaires. Dans un contexte de raréfaction des ressources et où l'enjeu de l'efficacité des dépenses est primordial, le Fonds Commun Education (FCE) jouera un rôle prépondérant.

Le FCE est un nouvel instrument financier créé par la Loi des finances de 2019 destiné à soutenir la politique nationale dans le secteur de l'Education. L'AFD a soutenu sa création, ensemble avec l'Unicef, au travers d'une subvention de 17,3M€ octroyée en décembre 2019. L'Unicef est également un partenaire contributeur du FCE, avec un engagement de 1,5M€ sur trois ans. Le démarrage du FCE est effectif depuis le dernier trimestre 2022. Ce décalage s'explique notamment par la nécessité d'ajustements des procédures, la prise de plusieurs textes réglementaires pour garantir les principes de traçabilité et de non fongibilité, et par le travail d'appropriation nécessaire auprès des acteurs. Malgré le retard accusé, l'instrument a permis en peu de temps d'obtenir des résultats significatifs en termes de gestion des finances publiques : meilleur dialogue entre les ministères en charge de l'éducation et le ministère en charge des finances, adoption de procédures financières sécurisées pour les établissements publics autonomes, renforcement du réseau comptable public pour le paiement des caisses-écoles, résultats prometteurs dans l'absorption des fonds à travers une forte déconcentration du financement. Ainsi à ce jour, les résultats suivants ont été atteints :

- En l'espace de trois mois seulement, 2,8M€ ont été engagés, 1,4M€ ont été décaissés et 85% des marchés prévus en 2022 ont été lancés, avec une perspective de décaissement intégral de la subvention du premier concours de l'AFD à la mi-2024 et à la fin 2023 pour l'assistance technique ;
- le FCE finance toutes les Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN), Directions Régionales de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (DREFTP), l'ensemble des circonscriptions scolaires (CISCO) et zones d'administration pédagogiques (ZAP) du territoire malgache ;
- le FCE finance les caisses écoles et les établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle sur tout le territoire ;
- il finance l'Institut National de Formation pédagogique (INFP) et a permis la réforme de la gestion des 28 CRINFP qui peuvent aujourd'hui exécuter de manière régulière des financements intérieurs et extérieurs (déconcentration effective de l'INFP, création des régies auprès de chaque CRINFP et ouverture prochaine des comptes de dépôt) ;
- il s'appuie sur des partenariats solides avec la DCP du MEF qui assure le suivi comptable et financier du FCE.

Des financements complémentaires sont ainsi sollicités afin de consolider les acquis du premier cycle de financement et pour poursuivre son soutien au secteur éducation.

3. Togo

Le système éducatif togolais est géré par le Ministère de l'Éducation Nationale et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR). Sur le plan pédagogique, le MEN compte sept régions éducatives à savoir : Grand-Lomé, Maritime, Plateaux-Est, Plateaux-Ouest, Centrale, Kara et Savanes. Sur le plan de la gestion et du pilotage, les régions éducatives sont subdivisées en 63 inspections des enseignements préscolaire et primaire (IEPP) et 18 inspections de l'enseignement secondaire général (IESG) pour l'ensemble du pays. La collecte des données statistiques au Togo est complète avec notamment des données désagrégées par région, par genre et par handicap. L'objectif de parité filles garçons au préscolaire et dans l'enseignement primaire est atteint en termes d'accès. Il ne s'agira donc pas, en ce qui concerne le genre, de consacrer des ressources importantes à réaliser un objectif déjà atteint.

Organisation structurelle du système éducatif au Togo

La langue d'enseignement au Togo est le Français. Le système formel d'enseignement commence par le préscolaire d'une durée de deux ans et s'adressant aux enfants âgés de 4 à 5 ans. Le gouvernement souhaite rendre obligatoire une année de préscolaire à tous les enfants et déployer un programme ambitieux avec la construction d'au moins une salle de classe préscolaire dans toutes les écoles primaires publiques du pays. L'entrée à l'enseignement primaire se fait à partir de l'âge de 6 ans pour une durée totale de 6 ans. Le cycle primaire est sanctionné par l'obtention d'un certificat de fin d'étude du premier degré (CEPD).

En conformité avec la réforme prioritaire du Pacte de partenariat, les interventions du programme se focalisent sur le préscolaire et les premières années du primaire ; seuls les établissements publics seront ciblés. Dans la logique de la continuité des parcours éducatifs, le renforcement des compétences de base dans les premières années scolaires constitue un fondement essentiel pour assurer la réussite éducative ultérieure.

Les bailleurs du secteur de l'EBD sont peu nombreux : la Banque Mondiale avec un prêt de 150 M\$ pour le pilier Développement Humain », l'UNICEF qui est chef du GLPE, et l'AFD qui clôture cette année les financements du PAREC II sur la réforme des collèges.

4. Bénin

Le Plan sectoriel d'éducation (PSE) a été endossé par les acteurs du secteur en juillet 2018. La dernière revue sectorielle a eu lieu en décembre 2024. En juillet 2024, le Gouvernement béninois a adopté le Programme national pour l'accélération de **la scolarisation et le bien-être des filles**.

Le Bénin a soumis au PME son **Pacte de Partenariat en 2023** avec un changement recherché formulé ainsi :

« D'ici à décembre 2030, les enfants de 3 à 18 ans, en particulier les filles, les enfants handicapés, les adolescent.e.s hors de l'école, les enfants des groupes minoritaires et ceux/celles confrontés aux situations d'urgence, apprennent sur une base équitable et acquièrent le niveau requis de connaissances et de compétences de base ».

Le Document **Programme WEZIZA a été validé fin 2024 par le Board du PME**. Ce programme comporte deux axes principaux, l'amélioration de la qualité des apprentissages et l'accélération de l'éducation des filles. L'UNICEF est agent partenaire concernant les financements STG (27MUSD) et GEA (12MUSD). Le pays n'a pas mobilisé les financements à effet multiplicateur. Le programme est en cours de démarrage.

La Stratégie nationale de l'enseignement secondaire général (SN-ESG 2024-2030), a été récemment révisée avec l'objectif de mieux s'articuler avec la stratégie nationale de l'enseignement et la formation technique et professionnelle (SN EFTP - 2019). Elle retient trois orientations au niveau de l'ESG :

- Le renforcement de l'accès et la rétention dans l'ESG, avec un focus sur la réduction des disparités, et le maintien de tous les apprenants (filles et garçons) dans les cycles d'enseignement ;
- L'amélioration de la qualité de l'enseignement-apprentissage-évaluation (valorisation des disciplines scientifiques, renforcement de l'encadrement pédagogique, renforcement de l'utilisation des TIC dans l'enseignement, ...) ;
- L'amélioration du cadre juridique, institutionnel et du pilotage de l'ESG

Le chef de filât des PTF du secteur a été confié en janvier 2025 à l'AFD en co lead avec l'ONG Plan international. L'AFD s'est engagée fortement pour assurer ce rôle et a notamment mobilisé un appui dédié.

3.2 Le processus d'instruction des financements du PME

1. Guinée

En juin 2020 a été approuvé un nouveau cadre stratégique de moyen terme du PME qui donne des objectifs de transformation systémique des pays afin de maximiser l'efficacité des financements sur les systèmes éducatifs. Il s'agit de stimuler, d'appuyer et d'entretenir des réformes structurelles susceptibles de produire des effets à grande échelle. Cette stratégie se traduit par un nouveau modèle opérationnel, qui repose notamment sur un cadre d'allocation révisé, accompagné de nouveaux mécanismes de mobilisation des fonds (analyse des facteurs favorables, élaboration d'un pacte de partenariat, etc.) et de suivi-évaluation.

Dans ce contexte le PME a annoncé en novembre 2022 une allocation potentiellement mobilisable par la Guinée d'un montant maximum de \$ 83.07 M, qui se décline de la façon suivante :

- Financement ordinaire pour la transformation du système (STG) : \$ 33.38 M.
- Fonds accélérateur pour l'éducation des filles GEA : \$ 16.69 M.
- Fonds pour le renforcement de capacité du système SCG : \$ 3 M.

- Fonds à effet multiplicateur : \$ 30 M.

Depuis 2022 et tout au long du 2023, les partenaires ont effectué l'analyse des facteurs favorables du secteur de l'éducation et de la formation puis élaboré son Pacte de partenariat, document cadre construit autour de la réforme transformationnelle retenue : « **Professionnalisation des corps enseignants pour une performance accrue et durable du secteur de l'éducation** ».¹

A l'issue de l'élaboration de ce pacte de partenariat, un processus a été lancé par le gouvernement de la Guinée pour sélectionner un agent partenaire (l'AMI lancé le 15/11/23). A la sortie d'un processus concurrentiel, la candidature de l'AFD a été retenue. **Celle-ci portait sur le financement pour le STG (\$ 33.38 M), GEA (\$ 16.69 M) et SCG (\$ 2,5 M).**

Suivant la sélection de l'AFD en tant qu'AP, et conformément aux Directives du PME, elle a été chargée de préparer une requête de financement, comprenant l'élaboration d'un programme « au niveau national, en étroite collaboration avec le gouvernement, conformément au Pacte de Partenariat, au ProDEG et en consultation avec l'agence de coordination et les autres membres du Groupe sectoriel de l'éducation (GSE). » **Le dépôt de la requête a eu lieu le 23 octobre 2024, avec un seul document de programme et une seule requête pour solliciter l'allocation des deux guichets.** Le fonds à effet multiplicateur relève d'un processus différent avec certainement un autre Agent partenaire.

Le 2 décembre 2024, la requête déposée par la Guinée pour l'obtention d'un financement pour la transformation du système (STG) ainsi que le financement au titre de l'accélérateur de l'éducation des filles (GEA) a été approuvée pour un montant de 40 029 328 euros. Une commission supplémentaire de 6.5% pour l'agent partenaire, l'Agence française de développement, d'un montant de 2 600 000 euros a également été approuvée. La date de clôture du financement est fixée au 31 mars 2029.

2. Madagascar

L'année 2025 marque le démarrage de la phase 2 du FCE (2025-2028). Il est marqué par l'adhésion de deux nouveaux bailleurs via une délégation à l'AFD : la DUE à travers (8 M€ dans le cadre du programme « Compétences pour tou.te.s ») et le PME dans le cadre du « Programme Intégré pour la Transformation des Apprentissages Fondamentaux » (PITAF, dont la part AFD s'élève à 28,48M€). Toute source de financement confondu, **le montant initial de la phase 2 du FCE s'élève à 42 M €.**

Pour le PME, le financement approuvé par son CA le 03 février 2025 et la Convention de financement signée avec l'Etat malgache le 23 avril 2025. Quant à la délégation de l'UE, la Convention du Programme entre l'UE et le MEF Malgache a été signé le 15 novembre 2025 et la Convention de financement entre l'AFD et l'Etat malgache le 23 avril 2025.

Les activités de la phase 2 ont effectivement démarré courant l'été 2025. La présente prestation a l'objectif de faciliter et **d'accélérer le démarrage par un appui au lancement et l'attribution des marchés** en maîtrise d'ouvrage directe de l'AFD et **la mise en place des conventions/ accords** avec des partenaires autour du programme.²

3. Togo

Le programme PATEB est financé par le Partenariat Mondial de l'Éducation (PME) pour un montant de 13 240 353 euros et une durée de quatre ans. Il est le fruit d'un processus de formulation qui a démarré en 2024 avec l'élaboration du Pacte de partenariat et l'analyse des facteurs favorables. Ce programme a été produit avec l'appui d'une équipe technique nationale constituée par le Gouvernement togolais.

Elle a été appuyée de manière participative et consensuelle par des experts thématiques et les Partenaires au Développement (GLPE). La réforme prioritaire choisie par le pays, et sur laquelle tous les partenaires se sont

1 Les documents de facteurs favorables et le pacte, ainsi que les retours du PME, seront partagés en annexe de ces TDR.

2 Convention tripartite (MEF-AFD-CAMPUS) pour la création d'une plateforme de formation à distance et Convention avec l'Université de Poitiers/réseaux INSPE -MEN/INFP pour la formation des enseignants.

entendus, est celle d'une « amélioration des apprentissages fondamentaux en début de scolarité, y compris le préscolaire ». Le pays a fait le choix de traiter le genre et l'inclusion de façon transversale pour mettre en œuvre la réforme prioritaire. Le Pacte de partenariat propose d'articuler le programme autour des trois axes d'intervention suivants :

Axe 1 : Promouvoir un environnement scolaire attractif, inclusif et favorable aux apprentissages

Axe 2 : Renforcer l'accompagnement pédagogique des enseignants

Axe 3 : Renforcer les dispositifs de suivi, d'évaluation, de coordination pour favoriser l'harmonisation et l'alignement des opérations ainsi que l'obligation de résultats tout au long de la chaîne de prestation de services éducatifs

L'AFD a été sélectionnée comme Agent Partenaire par le Gouvernement togolais sur la base d'une candidature axée sur une modalité alignée de l'aide pour exécuter les ressources du futur programme, à savoir l'utilisation des procédures et des structures nationales, excluant la mise en place d'une unité de gestion. C'est ainsi que les discussions menées avec le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) et le Ministère des finances et du Budget (MFB) ont abouti au projet de création d'un Compte d'Affectation Spéciale au Trésor (CAST) pour porter les financements du PME d'un montant de 13 240 353 euros. Le CAST devra être créé dans la Loi de Finances 2026. Il s'agit du premier CAST dans le secteur de l'éducation au Togo. Ce mécanisme offre l'avantage de garantir l'affectation des ressources à la mise en œuvre du programme.

Le démarrage de ce programme va nécessiter un fort appui et renforcement de la contrepartie, notamment parce que le Togo n'a pas l'expérience des financements budgétaires de programme, et les procédures du PME sont exigeantes. Le PATEB devrait passer au CA du PME le 02 février 2026, mais un certain nombre de prestations et d'études de faisabilité doivent être lancés avant cette date.

4. Bénin

Le financement est mis à disposition par le Partenariat Mondial de l'Éducation (PME) dans le cadre du guichet dit de « Renforcement de capacités du système » ([System Capacity Grant](#) - SCG) pour le Bénin.

L'UNICEF a joué le rôle de l'Agent Partenaire (AP) pour la première partie du guichet SCG (585 465 USD, 2022-fin 2024). En janvier 2025, l'AFD devient le chef de file du groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE) et a été désigné par le GLPE et le [Ministère en charge de l'Éducation Maternelle et Primaire](#) (MEMP) en tant qu'AP pour la mise en œuvre du reliquat de l'allocation SCG, d'un montant de 1M USD - en contrevaletur 855 100 EUR (hors rémunération).

Suite à sa désignation en tant qu'AP, en collaboration avec les autorités, l'AFD a constitué un dossier de requête (formulaire, note conceptuelle, budget). Celle-ci a fait l'objet d'une validation consensuelle par le GLPE le 10 Octobre 2025. L'approbation par le Secrétariat du PME a été notifiée à l'AFD le 25 novembre 2025. L'octroi de ce financement permet à l'AFD d'asseoir un positionnement stratégique et ainsi préparer le terrain pour être retenu en tant qu'AP pour le guichet transformation du système ([System Transformation Grant](#) - STG), mis à la disposition du pays lors du prochain cycle de financement du PME (2026-2030).

Conformément aux Directives du PME sur les allocations SCG, le financement a pour objectif d'éliminer les obstacles identifiés lors de l'analyse des [facteurs favorables](#) afin de soutenir la réforme transformationnelle retenue. Sur la base du [Pacte de Partenariat](#) (PP), **un ensemble cohérent d'activités accompagnera la mise en œuvre du PP au titre des trois sous-guichets du SCG :**

- 1) **Renforcement de la planification** et le développement des politiques favorisant l'égalité des genres : l'examen de mi-parcours du PP et la préparation de la phase finale de l'exécution du [Plan Sectoriel \(2018-2030\)](#).
- 2) **Mobilisation des actions et des financements coordonnés** : une étude d'opportunité pour la mise en place d'un mécanisme aligné au niveau de sous-secteur, la structuration des revues sectorielles et la finalisation du cadre normatif du secteur.
- 3) **Adaptation pour tirer les enseignements pour générer des résultats à grande échelle** : un appui à la structuration et le pilotage des processus de collecte des données de l'éducation en situation d'urgence (ESU), des appuis à la réforme du STP-PDDSE et celui du Comité National de l'Éducation (CNE).

Par ailleurs, l'AFD est en cours de préparation d'un financement budgétaire de programme (FB-PR) permettant de renforcer ces actions dans le secteur et pouvant être mobilisateur d'autres financements (autres PTF, PME notamment).

4. Objet du marché

L'AFD est à la recherche d'un.e consultant.e pour venir en appui à la Division de l'Education, de la Formation et de l'Emploi (EDU), plus spécifiquement pour supporter les Responsables d'Equipe Projet de la Guinée, du Madagascar, du Togo et du Bénin en charge du suivi des financements du PME et le démarrage des projets en 2026. La personne serait en charge de soulager les REP dans la gestion quotidienne des dossiers relatifs à l'instruction, au suivi et à l'exécution des projets PME. A cet effet, la personne serait attendue de suivre l'ensemble des marchés en maîtrise d'ouvrage directe (lancement, suivi, attribution, paiements, etc.), d'assurer la coordination avec la DAG (Département achat groupe) et les prestataires ainsi que le suivi des différentes prestations.

L'expert en appui à la passation et le suivi des marchés en MOAD aux Responsables d'Equipe Projet en charge des projets PME de Guinée, Madagascar, Bénin et Togo dans la division Education, Formation, Emploi accompagnera le suivi des financements du PME confiés à l'AFD afin d'améliorer les délais de démarrage, plus particulièrement dans le lancement et suivi des marchés en maîtrise d'ouvrage directe. Il assurera la coordination avec les différents acteurs externes et internes à l'AFD.

4.1 Objectifs spécifiques de la prestation

Sous la supervision globale du Responsable adjoint de la Division Education, Formation Professionnelle et Emploi, le.a consultant.e apportera un appui aux Responsables Equipe Projet et à l'équipe projet en charge des suivis des projets PME et plus largement au suivi des activités de l'agent partenaire en Guinée, à Madagascar, au Bénin et au Togo :

1. Accompagner le lancement, le suivi et la mise en œuvre des marchés en maîtrise d'ouvrage directe relatifs à l'instruction et l'exécution de fonds du PME/ FCE :

- Participer à la rédaction des TDR et rédaction des demandes d'achat
- Coordination du processus de lancement de l'AO avec la DAG : réunion de cadrage, élaboration et validation du DCE, attribution du marché, etc.
- Participer à l'analyse et l'évaluation des offres
- Organisation des réunions de cadrage et des points d'étapes
- Rédaction des contrats, avenants, et appui à la réalisation des diligences
- Facilitation des requêtes documentaires et autres besoins des prestataires sélectionnés au cours des missions
- Suivi du calendrier des livrables et des versements pour paiement des factures
- Revue première des livrables et préparation des résumés synthétiques, etc.

Les marchés en MOAD en cours ou prévus pour l'année 2026 sont les suivants :

Guinée :

- 1) Etude de programmation architecturale (
- 2) Etudes risques fiduciaires (
- 3) Audit 2020-2024 (derniers rapports à recevoir début 2026)
- 4) Consultant suivi du FCE 2025-2028
- 5) Suivi et supervision
- 6) Dispositif d'assistance technique 2025-2029
- 7) Dispositif d'assistance technique 2021-2024
- 8) Audit FCE 2025-2028

- 9) Etude renforcement de capacités de l'ENPETP
- 10) Suivi et évaluation, en dehors de l'étude architecturale (marchés à définir)
- 11) FAPS CIN renforcement de capacités :
- 12) Audits conseil

Madagascar :

Pour accompagner le suivi fiduciaire et technique de l'exécution des ressources du FCE Mada, plusieurs prestations en maîtrise d'ouvrage directe de l'AFD seront lancées.³ Le prestataire apportera en appui global à l'équipe pour toutes les étapes en amont de l'attribution, comme décrit ci-dessus. L'appui pourrait être étendu pour les marchés en cours d'exécution, selon les besoins confirmés lors du démarrage.

Le 2^e volet consiste de l'appui pour l'établissement d'au moins deux accords de partenariats / MoU : une tripartite (MEF/ Mada et Groupe AFD - EDU et CAMPUS) pour la création d'une plateforme de formation à distance sur le FCE et une autre entre l'Institut National de Formation Pédagogique (INFP) et l'Université de Poitiers / Université de la Réunion autour de la formation des encadreurs pédagogiques.

Togo :

- 1) Etude fiduciaire CAST Togo
- 2) Etude de faisabilité sport
- 3) Consultant national pour 4 ans : recrutement en 2026 et suivi pour appui en agence
- 4) Dispositif d'assistance technique du FB-PR
- 5) Recrutement et suivi du consultant international perlé sur 4 ans – 2026-2030 : appui au démarrage, appui agence, animation ponctuelle, rapportage PME
- 6) Audits FB-PR/ CAST chaque année

Bénin :

- 1) Agence fiduciaire pour gestion des fonds projets (SCG)
- 2) Appui à l'agence (SCG)
- 3) Etude sur l'alignement, (SCG)
- 4) Appui au CNE (SCG)
- 5) Appui pour la mise en place et suivi de la convention avec l'IIPE (SCG)
- 6) Consultant(s) en appui au démarrage du FB-PR (FAPS 2026)
- 7) Audits FB-PR chaque année avec lancement du marché en 2026, (MOAD financement projet)

2. Appui aux besoins des REP dans le cadre du suivi ou du démarrage des projets PME :

- Appui aux appels de fonds PME
- Reporting des fonds PME versés trimestriellement
- Suivi de la mise en œuvre des financements en cours via le FCE (préparation des versements, suivi des avenants, recueil des documents, etc.)
- Coordination avec les services internes de l'AFD (DAG, IOP, AFR, ADD, CLS, MPC, etc.)

4.2. Livrables attendus

Les livrables demandés, de manière non-exhaustive, sont les suivants :

1. **CR d'activités bimestriels succincts** : un récapitulatif des avancées sur les marchés MOAD en cours ou à lancer avec les activités (réalisées et à réaliser), les difficultés et points d'attention.
2. **Tableau actualisé des versements des marchés MOAD pour les projets PME**

³ Notamment les marchés assistance technique genre et communication & visibilité

Le prestataire s'engage sur la qualité des services livrés. A cet effet, il est précisé que cela constitue un élément essentiel à l'exécution du contrat. Tous les livrables devront au minimum se conformer aux niveaux des exigences de l'AFD.

L'AFD sera particulièrement attentive au respect des délais, au professionnalisme et à la pertinence et la qualité des livrables.

Aussi le livrable ne sera validé que sur décision de l'AFD. En l'absence de commentaire de l'AFD dans le mois ouvré suivant la livraison, les livrables seront considérés comme validés.

Les livrables seront validés sur la base des critères suivants :

1. Clarté et lisibilité du livrable
2. Respect du périmètre de la Prestation demandée
3. Caractère opérationnel des conclusions des livrables

4.3 Méthodologie du travail

Le.a consultant.e travaillera sous la supervision directe des Responsables Equipes Projets en charge du suivi du projets PME en Guinée, au Madagascar, au Togo, au Bénin et sous la supervision globale du Directeur Adjoint de la Division Education, Formation Professionnelle et Emploi.

Le prestataire pourra proposer la méthodologie jugée la plus adaptée pour mener à bien ses activités, en accord avec le responsable de la mission.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique chargé de suivre le présent marché.

4.4 Moyens mis à la disposition du consultant

Le Prestataire fournit, avant le début de la prestation, les renseignements nécessaires à l'établissement de laissez-passer permanents ou provisoires qui seront exigés, si besoin est, pour la circulation **du profil unique** dédié sur toute la durée du marché.

Le.a consultant.e travaillera dans les locaux de l'AFD, bâtiment Roland Barthes. Un bureau et un ordinateur seront mis à disposition du.de la consultant.e au sein de la Division Education, Formation et Emploi.

Dès la notification du marché, le prestataire aura à sa disposition la documentation existante relative aux sujets sur lesquels il interviendra.

4.5. Calendrier prévisionnel et budget

La prestation s'étendra du lundi **02 février 2026** au jeudi **31 décembre 2026**. Il est attendu un(e) consultant(e) à temps plein.

Le contrat sera effectué sur la base d'un budget en euros.

3. Compétences et offre de services attendus du prestataire

La prestation sera réalisée par **un.e expert.e individuel.le**.

Le consultant devra justifier d'une qualification et d'expérience correspondant aux prestations décrites au présent cahier des charges, de manière à atteindre les résultats qui y sont fixés.

Les principales compétences attendues :

- i) Diplôme supérieur (Bac + 5 / M2) dans le domaine du développement international, de la gestion de projet ou des relations internationales ;
- ii) Une bonne connaissance des procédures de passation de marché publiques ;
- iii) Une expérience dans le suivi de projets de développement internationaux ;
- iv) Une connaissance des financements budgétaires de programme de type fonds communs sectoriels : connaissance des principes des fonctionnement, logiques opérationnelles, etc.
- v) Une connaissance du nouveau modèle de financement du PME ;
- vi) Parfaite maîtrise de la langue française, écrite et oral, et excellentes capacités rédactionnelles ;
- vii) Une connaissance du système éducatif sera considérée comme un atout.